

**A Monsieur le Procureur de la République**

Tribunal de Grande Instance d'Agen  
Avenue de Lattre de Tassigny  
47916 AGEN CEDEX 9

**PLAINTÉ****Article 40 du Code de Procédure Pénale**

**PLAIGNANT : Nos Amis Les Oiseaux (NALO)** association loi 1901

xxxxx xxxxxx xxxxx xxxx – Courriel : [association.nalo@free.fr](mailto:association.nalo@free.fr)

**CONTRE :**

**Premièrement** : la commune de Villerséal – 47210 (article 121-2 du Code Pénal)

**Deuxièmement** : x (chasseurs ayant participé le lundi 25 janvier 2016)

Le plaignant défère les infractions suivantes à votre décision d'engager des poursuites dans les circonstances de fait et par les moyens de droits ci-après développés.

**FAITS**

Face aux dégradations causées par les pigeons aux édifices publics (aux toitures de l'église et de la mairie..) et aux dépôts des déjections de ces volatiles sur les trottoirs, les façades, les verrières, les corniches, la municipalité a décidé d'agir. Lundi 25/01/2016 au matin, rendez-vous était fixé au stade, où l'affluence de véhicules stationnés sur le parking était digne d'un jour de match de rugby. Témoignant de la mobilisation des chasseurs pour l'événement. Ils se sont vus distribuer la bagatelle de 3 200 cartouches préalablement acquises par la commune pour un montant de 1 600 euros. Les 80 chasseurs se sont positionnés à travers la bastide. Chacun gagnant un emplacement stratégique bien défini. Pendant trois heures, de 9 heures à 12 heures, l'habituelle quiétude de la bastide du Haut Agenais a laissé place à une cascade de salves de coups de feu nourris en plein centre-ville. Des tirs rythmés par les arrivées successives des volées de pigeons affolés, en quête du moindre refuge. Des coups de feu dont l'intensité fut parfois digne d'un assaut militaire. À l'instar du maire, des élus, mains gantées et armés de sacs-poubelle, ont entamé la collecte des cadavres des volatiles abattus en plein vol. Tandis que sur la chaussée s'amoncelaient les cartouches de chasse. C'est vrai que, par moments, il y a eu des coups de feu en série.

Le 27/01/2016 nous avons saisi la préfecture par courriel :

Pour Préfecture de Lot-et-Garonne  
Préfet Patricia Willaert  
Place de Verdun - 47920 Agen Cedex

Nous sommes une association de protection des oiseaux sauvages et domestiques. Le journal Sud-Ouest a publié deux articles les 25 et 26 janvier 2016. On y parle d'une gigantesque battue aux pigeons touristes (domestiques harettes) organisée à travers la bastide de Villerséal. Quatre mille cartouches auraient été utilisées en centre-ville, au mépris de la sécurité publique. Normalement le tir en direction d'une habitation ou d'une route est interdit par arrêté préfectoral annuel spécifique, consultable en mairie ; conformément à la circulaire du ministère de l'intérieur n° 82-152 Chasse - Sécurité publique - Usage des armes à feu, les préfets adoptent un arrêté préfectoral type réglementant le tir en certains lieux ou en leurs directions. On y trouve le plus souvent des mesures relatives aux tirs à proximité des habitations, routes, chemins, lieux publics (stades, lieux de rassemblement.), aménagements publics (lignes EDF, lignes téléphoniques).

Vous trouverez en pièce jointe (en pdf) les deux articles en question. En plus de Villerséal, la battue s'est étendue sur les communes suivantes : Saint-Étienne-de-Villerséal, Dévillac, Mazières, Marès, Saint-Eutrope-de-Born, Saint-Martin-de-Villerséal, Le Rayet, Rives, Bournel, Tourliac, Doudrac et, enfin, Montaut.

L'article du 26 mentionne une autorisation préfectorale, veut-il dire arrêté préfectoral ? En tout cas nous ne l'avons pas trouvé dans les recueils des actes administratifs (RAA) du département. Alors si vos services ont publié un tel document merci de nous en envoyer une copie.

Rappel de la législation sur la communication documents administratifs :

Loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, modifiée par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Décret n°88-465 du 28 avril 1988 relatif à la procédure d'accès aux documents administratifs  
loi n°2000-321 du 12 avril 2000.

Ordonnance n°2005-650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques.

Décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques.

Sur l'illégalité de la mise à mort des pigeons domestiques par battue de chasse avec arme à feu :

C'est un acte de mauvais traitement envers un animal domestique puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe (Article R654-1 du Code Pénal).

Les opérations de mise à mort des pigeons domestiques harets effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales ne peuvent être réalisées par un acte de chasse et doivent respecter l'article L214-3 du code rural ainsi que le règlement (CE) N° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort et aussi l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs. La méthode assurant la meilleure protection des deux textes étant seule légale en France. Cette « chasse » dirigée contre un animal domestique (comme les chats, chiens, vaches, porcs, etc.) n'est pas un acte de chasse car ne visant pas la mise à mort d'animaux sauvages (gibiers). D'autre part une battue de destruction par arme à feu sur un animal domestique non immobilisé et libre, fuyant les chasseurs, n'est pas une méthode de mise à mort autorisée et ne respecte pas les normes minimales européennes de protection animale ; considérant qu'un animal domestique chassé en ville, voyant ses congénères tomber morts ou blessés, fuyant la peur au ventre, n'est pas une méthode légale d'abattre des animaux domestiques en Europe. Pour respecter la loi, les communes doivent seulement capturer les pigeons domestiques, puis les mettre à mort avec une des méthodes autorisées.

Nous sommes donc étonnés du laissez-faire de la préfecture censée représenter l'État.

Dans l'attente de la copie (si le document existe) demandée,  
Veuillez agréer nos respectueuses salutations.

Et on nous a laissé entendre qu'il n'existe aucun arrêté préfectoral autorisant cette opération d'envergure.

## DISCUSSION

### I - Sur l'illégalité de la battue :

#### Elle viole une interdiction préfectorale :

La battue du 25/01/2016 a été organisée par le maire en vertu de son pouvoir de police, comme prévu par l'article L2212-2 du Code Général Des Collectivités Territoriales à son alinéa 7° « Le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces ».

Normalement le tir en direction d'une habitation ou d'une route est interdit par arrêté préfectoral annuel spécifique, consultable en mairie ; dans notre cas l'arrêté préfectoral du 29/06/2010 relatif aux règles de sécurité publique à observer dans le département de Lot-et-Garonne (2010 180 21).

Article 1 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble du territoire départemental dans le cadre des actions de chasse à tir et de destruction à tir d'animaux nuisibles. Elles s'appliquent dans les mêmes termes sauf dérogation préfectorale aux chasses, battues et opérations de régulation d'animaux ordonnées par l'autorité administrative.

Article 2 :

- Il est interdit à toute personne de tirer, de se poster ou de stationner avec une arme à feu chargée, sur les routes, voies et chemins affectés à la circulation publique, voies ferrées, emprises, enclos et dépendances des chemins de fers ;
- Il est interdit à toute personne placée à portée d'arme à feu de tirer dans la direction ou au-dessus d'une de ces routes, d'un de ces chemins, ou d'une de ces voies ferrées, emprises, enclos ou dépendances des chemins de fer ;
- Il est interdit à toute personne placée à portée d'arme à feu de tirer en direction des lignes électriques et téléphoniques ou de leurs supports ;
- Il est interdit à toute personne placée à portée d'arme à feu de tirer en direction ou au-dessus des habitations (y compris caravanes, remises, abris de jardin), des bâtiments d'exploitation agricoles et bâtiments industriels et de leurs dépendances, des stades, des lieux de réunions publiques en général, des bâtiments et constructions dépendant des aéroports, des moissonneuses et autres engins agricoles.

Conformément à la circulaire du ministère de l'intérieur n° 82-152 Chasse - Sécurité publique - Usage des armes à feu, les préfets adoptent un arrêté préfectoral type réglementant le tir en certains lieux ou en leurs directions. On y trouve le plus souvent des mesures relatives aux tirs à proximité des habitations, routes, chemins, lieux publics (stades, lieux de rassemblement.), aménagements publics (lignes EDF, lignes téléphoniques).

### **Circulaire n° 82-152 du 15 octobre 1982**

... En conséquence, il a paru opportun de réglementer le tir dans le cadre de vos pouvoirs de police sur la sécurité publique. De cette façon, il est possible d'englober à la fois le tir de chasse et les autres formes d'emploi des armes à feu, sans gêner le rabat.

Les différentes instructions destinées à prévenir les accidents résultant « de l'usage abusif » des armes à feu, mises en vigueur à la suite de mes circulaires du 16 février 1926 et du 24 novembre 1932 ou ultérieurement, pourraient être regroupées dans un seul texte rédigé ainsi qu'il suit :

#### **ARTICLE**

« Il est interdit de faire usage d'armes à feu sur les routes et chemins publics, ainsi que sur les voies ferrées ou dans les emprises ou enclos dépendant des chemins de fer. Il est interdit à toute personne placée à portée de fusil d'une de ces routes, chemins ou voies ferrées, de tirer dans cette direction ou au dessus. »

« Il est également interdit de tirer en direction des lignes de transport électrique ou de leurs supports. Il est enfin interdit à toute personne, placée à portée de fusil des stades, lieux de réunions publiques en général et habitations particulières (y compris caravanes, remises, abris de jardin ), ainsi que des bâtiments et constructions dépendant des aéroports, de tirer en leur direction »

Enfin en vertu de l'article L.425-2 du Code de l'Environnement :

« Parmi les dispositions du schéma départemental de gestion cynégétique figurent obligatoirement : ... 2° Les mesures relatives à la sécurité des chasseurs et des non-chasseurs ; »

Ici l'arrêté préfectoral n° 2012 255 0025 du 11/09/2012 portant approbation du schéma départemental de gestion cynégétique du département de Lot-et-Garonne

Les pigeons domestiques harets visés par la battue nichent, dorment et stationnent sur les bâtiments et donc une battue par arme à feu viole obligatoirement les règles de sécurité réglementaires.

## **CONCLUSION**

L'arrêté préfectoral N° 2010 180 21 du 29/06/2010 relatif aux règles de sécurité publique à observer dans le département de Lot-et-Garonne pris conformément à la circulaire du ministère de l'intérieur n° 82-152 *Chasse - Sécurité publique - Usage des armes à feu* interdit l'usage des armes à feu en ville. Seul un arrêté préfectoral, motivé et limité dans le temps à un cas particulier, peut déroger à cette règle départementale et nationale. Or il n'existe pas d'arrêté préfectoral autorisant la battue en cause. On peut donc en conclure que celle-ci est illégale car un maire n'a pas le pouvoir d'édicter des mesures interdites par arrêté préfectoral.

## **Nous demandons donc l'application de l'article R610-5 du code pénal**

### **Article R610-5**

La violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1re classe.

## II - Sur l'illégalité de la mise à mort des pigeons domestiques par battue de chasse avec arme à feu :

**C'est un acte de mauvais traitement envers un animal domestique puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe (Article R654-1 du Code Pénal) :**

### Article R654-1

Hors le cas prévu par l'article 511-1, le fait, **sans nécessité**, publiquement ou non, d'exercer **volontairement** des **mauvais traitements** envers un animal domestique ou apprivoisé ou tenu en captivité est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe.

C'est en fait, un acte de chasse sur un animal domestique. Et un acte de chasse, en Europe, est seulement permis sur un animal sauvage (gibier).

Les opérations de mise à mort des pigeons domestiques harets effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales ne peuvent être réalisées par un acte de chasse et doivent respecter l'article L214-3 du code rural ainsi que le Règlement (CE) N° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort et aussi l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs. La méthode assurant la meilleure protection des deux textes étant seule légale en France. En conséquence, cette battue de la commune de Villeréal ne respecte pas le règlement (CE) n° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort car toute douleur, détresse ou souffrance évitable n'a pas été épargnée par cette chasse en ville. Cette « chasse » dirigée contre un animal domestique (comme les chats, chiens, vaches, porcs, etc.) n'est pas un acte de chasse car ne visant pas la mise à mort d'animaux sauvages (gibiers). D'autre part une battue de destruction par arme à feu sur un animal domestique non immobilisé et libre, fuyant les chasseurs, n'est pas une méthode de mise à mort autorisée et ne respecte pas les normes minimales européennes de protection animale ; considérant qu'un animal domestique chassé en ville, voyant ses congénères tomber morts ou blessés, fuyant la peur au ventre, n'est pas une méthode légale d'abattre des animaux domestiques en Europe. Pour respecter la loi, la commune de Villeréal devait seulement capturer les pigeons domestiques, puis les mettre à mort avec une des méthodes autorisées. Vous trouverez ci-dessous la justification juridique complète de ces affirmations.

# RÈGLEMENTATION DU DÉPIGEONNAGE

## Source du droit :

3 questions parlementaires sur 17 ans avec réponse des gouvernements successifs.

Règlement Européen qui encadre le dépiageonnage avec les méthodes de mise à mort autorisées (à compter du 01/01/2013) - Règlement (CE) n° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort.

## STATUT DES OISEAUX MIS À MORT

### Les pigeons biset harets donc libres nichant sur les bâtiments sont domestiques.

Vu l'avis de l'INRA « Les pigeons des villes » (*DOC 3*) :

Ces oiseaux ont le statut d'animaux domestiques, bien que sans propriétaires, et sont donc régis par la réglementation s'appliquant à cette catégorie.

Vu le jugement du Conseil d'Etat statuant au contentieux N° 133880 du 4 décembre 1995 :

Considérant que les pigeons vivant en liberté sur le territoire d'une commune ne constituent pas, contrairement à ce que soutient le requérant, la propriété de cette collectivité ;

Vu le rapport de la Commission sur l'application de la Directive 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages - actualisation pour la période 1996-1998 (*DOC 4*) :

L'article 1 définit l'objet auquel la Directive s'applique. La Directive porte sur les espèces, c'est-à-dire sur toutes leurs populations et individus, quelle qu'en soit la provenance. Sont exclues les populations de formes domestiques bien reconnaissables, même retournées à l'état sauvage (ainsi les populations libres de pigeon de ville), comme le sont les espèces dont la présence dans la Communauté ne résulte que de l'établissement de populations délibérément ou accidentellement introduites ou de l'observation éventuelle d'individus manifestement échappés de captivité. Sont également exclus les spécimens vivant en captivité.

## NATURE JURIDIQUE DE LA MISE À MORT LORS D'UN DÉPIGEONNAGE

Vu l'article L420-3 du Code de l'environnement :

Constitue un acte de chasse tout acte volontaire lié à la recherche, à la poursuite ou à l'attente du gibier ayant pour but ou pour résultat la capture ou la mort de celui-ci. ....L'acte préparatoire à la chasse antérieur à la recherche effective du gibier, y compris lorsqu'il consiste en un repérage non armé du gibier sur le territoire où s'exerce le droit de chasse, et l'acte de recherche du gibier accompli par un auxiliaire de la chasse ne constituent pas des actes de chasse.

.....Les entraînements, concours et épreuves de chiens de chasse ou d'oiseaux de fauconnerie, autorisés par l'autorité administrative, ne constituent pas des actes de chasse.

Vu l'article L424-4 du Code de l'environnement :

Dans le temps où la chasse est ouverte, le permis donne à celui qui l'a obtenu le droit de chasser de jour, soit à tir, soit à courre, à cor et à cri, soit au vol, ...

Vu le jugement de la Cour de cassation, chambre criminelle, 93-83341 du 12/10/94 :

alors que constituent du gibier, au sens de la législation sur la chasse, les animaux sans maître, appartenant à une espèce non domestique, fût-elle protégée, vivant à l'état sauvage

Vu le jugement du Conseil d'Etat statuant au contentieux N° 120905 du 26/05/1995 :

que constituent des espèces de gibier, au sens de ces dispositions, les animaux sans maître, appartenant à une espèce non domestique vivant à l'état sauvage, alors même qu'ils feraient par ailleurs l'objet d'une mesure de protection de la faune

Vu le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale (JO L 139 du 30.4.2004) :

ANNEXE I – DÉFINITIONS - Aux fins du présent règlement, on entend par : ... 1.5. "gibier sauvage": ... et - les oiseaux sauvages chassés en vue de la consommation humaine;

**CONCLUSION : Les pigeons biset semi-domestiques ne peuvent faire l'objet d'un acte de chasse, n'étant pas considérés comme du gibier car domestiques, donc la mise à mort des pigeons domestiques lors d'un dépiageonnage n'est pas un acte de chasse.**

## MOTIVATION DU DÉPIGEONNAGE

Le maire concourt par son pouvoir de police à l'exercice des missions de sécurité publique et selon l'article L2212-2 du Code Général Des Collectivités Territoriales : *La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques Elle comprend notamment : ... 7° Le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces ;*

La régulation du nombre de pigeons biset domestiques haret est faite pour des raisons de propreté, de salubrité publique et pour palier les multiples nuisances qu'un trop grand nombre d'individus font subir à l'environnement naturel et artificiel.

La salubrité publique est l'ensemble des soins que l'administration prend de la santé publique et la définition du mot salubre est l'état de ce qui est sain, favorable à la santé. D'autre part la santé publique désigne à la fois l'état sanitaire d'une population apprécié via des indicateurs de santé (quantitatifs et qualitatifs, dont l'accès aux soins) et l'ensemble des moyens collectifs susceptibles de soigner, promouvoir la santé et d'améliorer les conditions de vie.

Selon l'OMS la salubrité de l'environnement concerne tous les facteurs physiques, chimiques et biologiques exogènes et tous les facteurs connexes influant sur les comportements. Cette notion recouvre l'étude des facteurs environnementaux susceptibles d'avoir une incidence sur la santé, ainsi que la lutte contre ceux-ci. L'hygiène du milieu vise à prévenir les maladies d'origine environnementale et à créer un environnement favorable à la santé. Cette définition exclut les comportements qui ne sont pas en rapport avec l'environnement, les comportements liés au milieu social et culturel et les facteurs génétiques.

La santé publique est un motif majeur qui pousse les communes à contrôler le nombre de pigeons domestiques haret. Voir à ce sujet le document *Le pigeon en ville* du Muséum national d'Histoire naturelle : épidémiologie des maladies du pigeon (*DOC 5*).

### Voir aussi :

**Question N° : 71885** de M. Schneider André ( Union pour un Mouvement Populaire -Bas-Rhin) - Réponse publiée au JO le : 30/03/2010 page : 3630 – Pigeons, prolifération. Zones urbaines. lutte et prévention (*DOC 6*)

Réponse :

En application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales, les maires peuvent être amenés à adopter des mesures de contrôle de certaines populations animales pour prévenir les risques liés à certaines maladies transmissibles à l'homme et pour limiter les nuisances parfois occasionnées ...

## MOTIFS DE SANTÉ PUBLIQUE

Les articles L1311-1 et L1311-2 du Code de la santé publique étant non applicables en l'absence de décrets en Conseil d'État pris en application de l'article L1311-1, c'est l'ancien article L1 du code de la santé publique qui stipulait que : « Dans tous les départements, le préfet est tenu, afin de protéger la santé publique, d'établir un règlement sanitaire applicable à toutes les communes du département » qui reste en vigueur et le règlement sanitaire départemental continue de s'appliquer, comme l'a confirmé la jurisprudence.

En 1978, le ministère chargé de la santé (circulaire du 09/08/1978 JO du 13/09/1978) a publié un règlement sanitaire départemental type qui a servi de base à l'élaboration des règlements départementaux. Le règlement sanitaire départemental n'interfère pas avec les textes réglementaires concernant les sujets traités, mais constitue le texte de référence pour imposer des prescriptions en matière d'hygiène et de salubrité aux activités qui ne relèvent pas du champ d'application des installations classées pour la protection de l'environnement. Le règlement sanitaire départemental dont l'objet principal est la protection de la santé publique, traite d'une part des maladies et, d'autre part, de dispositions concernant la protection sanitaire de l'environnement, c'est-à-dire les prescriptions destinées à assurer la salubrité des maisons et de leurs dépendances, les mesures destinées à assurer l'assainissement des voies et l'élimination des déchets. En résumé, le règlement sanitaire départemental impose des prescriptions en matière d'hygiène et de salubrité publique qui ne sont pas précisées dans d'autres textes. Ce règlement permet de résoudre les principaux problèmes de nuisances quotidiennes.

### **circulaire du 09/08/1978 - Règlement sanitaire départemental type**

#### **Art. 26. - Présence d'animaux dans les habitations, leurs dépendances, leurs abords et les locaux communs**

Sans préjudice de l'application de la réglementation en vigueur, il est interdit d'élever et d'entretenir dans l'intérieur des habitations, leurs dépendances et leurs abords, et de laisser stationner dans les locaux communs des animaux de toutes espèces dont le nombre ou le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité des habitations ou de leur voisinage.

Il est de même interdit d'attirer systématiquement ou de façon habituelle des animaux, **notamment les pigeons** et les chats, quand cette pratique est une **cause d'insalubrité** ou de gêne pour le voisinage.

#### **Art. 120. - Jets de nourriture aux animaux. Protection contre les animaux errants, sauvages ou redevenus tels**

Il est interdit de jeter ou déposer des graines ou nourriture en tous lieux publics pour y attirer les animaux errants, sauvages ou redevenus tels, notamment les chats ou **les pigeons** ; la même interdiction est applicable aux voies privées, cours ou autres parties d'un immeuble lorsque cette pratique risque de constituer une gêne pour le voisinage ou d'attirer les rongeurs.

Toutes mesures doivent être prises si la pullulation de ces animaux est susceptible de causer une nuisance ou un **risque de contamination de l'homme par une maladie transmissible**.

#### **Art. 122. - Animaux domestiques ou sauvages apprivoisés ou tenus en captivité**

Les propriétaires de ces animaux sont tenus d'empêcher qu'ils ne soient à **l'origine de transmission de germes pathogènes ou de nuisances pour l'homme**.

#### **Art. 123. - Autres vecteurs**

Quant au cours de l'enquête épidémiologique menée à l'occasion **d'une maladie contagieuse, il est identifié un germe infectieux ayant pour réservoir un animal** ou le milieu environnant, tel que sol, air, eau... **les autorités sanitaires prennent les mesures propres pour isoler le vecteur en cause et le traiter afin de détruire le germe responsable**.

Des mesures peuvent être également prises pour connaître l'ampleur de la contamination, en particulier par l'examen systématique des sujets en contact : hommes ou animaux.

Les préfets peuvent durcir ce texte en ce qui concerne les pigeons hares. Ainsi le Préfet du Val d'Oise par arrêté préfectoral du 29 août 1979 a publié un règlement sanitaire départemental qui ajoute :

#### **119.2 - Pigeons.**

Les propriétaires d'immeubles et de tous établissements publics ou privés, ou leurs représentants doivent faire obturer ou grillager toutes les ouvertures susceptibles de donner accès aux pigeons ou de permettre la nidification. Ces dispositifs sont tenus constamment en bon état d'entretien.

Les **propriétaires d'immeubles et de tous établissements publics ou privés**, ou leurs représentants doivent **faire procéder à la capture desdits volatiles en vue de les transférer dans des lieux autorisés ou de les détruire** en se conformant à la réglementation en vigueur sous réserve que l'ordre public ne soit pas troublé et qu'aucun dommage ne soit causé à un tiers.

Les façades et parties d'immeubles souillées sont nettoyées et éventuellement désinfectées.

En conséquence si la mise à mort des pigeons hares pour un motif de santé publique dépend de l'autorité du maire d'une commune, un arrêté préfectoral (par le règlement sanitaire départemental) peut la rendre obligatoire à tous les propriétaires d'immeubles et de tous établissements publics ou privés.

On notera qu'en l'absence d'obligation dans le règlement sanitaire départemental, la personne privée qui capture et met à mort les pigeons domestiques, le fait de sa propre initiative, respectant ainsi le règlement sanitaire départemental type national.

## **LUTTE CONTRE LES ÉPIZOOTIES**

Une épizootie est une maladie frappant, dans une région plus ou moins vaste, une espèce animale ou un groupe d'espèces dans son ensemble. Si l'épizootie touche un continent ou le monde, on parlera de panzootie, alors que si elle frappe une région d'une façon constante (incidence stable) ou à certaines époques déterminées, on parlera d'enzootie. Une épizootie peut se transformer en zoonose si elle se transmet à l'homme : c'est par exemple le cas avec l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), qui a frappé la Grande-Bretagne et s'est transmise à l'homme sous le nom de maladie de Creutzfeldt-Jakob). Elle peut alors éventuellement évoluer en épidémie (le pendant humain de l'épizootie) ; c'est le cas de la grippe aviaire (une épizootie) qui pourrait devenir contagieuse pour l'homme (une zoonose) et devenir très contagieuse entre les hommes eux-mêmes (une épidémie) selon l'OMS. Si l'infection épizootique est transmissible à l'homme (cas de la tuberculose, de la peste, de la grippe aviaire, de la rage, etc.), on parle d'anthropo-épizootie. Certaines de ces anthropo-épizooties peuvent être bipolaires : l'homme contamine l'animal puis l'animal contamine l'homme, etc. C'est le cas de la tuberculose.

### **Code Rural**

#### **Article L201-1**

Pour l'application du présent livre, sous réserve de dispositions particulières, on entend par dangers sanitaires les dangers qui sont de nature à porter atteinte à la santé des animaux et des végétaux ou à la sécurité sanitaire des aliments et les maladies d'origine animale ou végétale qui sont transmissibles à l'homme.

Les dangers sanitaires sont classés selon les trois catégories suivantes :

1° **Les dangers sanitaires de première catégorie** sont ceux qui étant de nature, par leur nouveauté, leur apparition ou persistance, à porter une atteinte grave à la santé publique ou à la santé des végétaux et des animaux à l'état sauvage ou domestique ou à mettre gravement en cause, par voie directe ou par les perturbations des échanges commerciaux qu'ils provoquent, les capacités de production d'une filière animale ou végétale, requièrent, dans un but d'intérêt général, des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte rendues obligatoires par l'autorité administrative ;

2° **Les dangers sanitaires de deuxième catégorie** sont les dangers sanitaires autres que ceux mentionnés au 1° pour lesquels il peut être nécessaire, dans un but d'intérêt collectif, de mettre en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte définies par l'autorité administrative ou approuvées dans les conditions prévues à l'article L. 201-12 ;

3° **Les dangers sanitaires de troisième catégorie** sont les dangers sanitaires autres que ceux mentionnés aux 1° et 2° pour lesquels les mesures de prévention, de surveillance ou de lutte relèvent de l'initiative privée.

La liste des dangers sanitaires des première et deuxième catégories est établie dans des conditions prévues par voie réglementaire.

Du site officiel du Muséum national d'Histoire naturelle - <http://pigeons.mnhn.fr/spip.php?article54>

Le Pigeon en ville – écologie de la réconciliation et gestion de la nature - EPIDÉMIOLOGIE, PARASITOLOGIE

*Les pigeons urbains, en vivant à proximité à la fois des citadins et d'autres espèces d'oiseaux sauvages, sont potentiellement source de dispersion et réservoir de différentes zoonoses. Les principales zoonoses potentielles du pigeon sont les Chlamydiaceae (ornithose), la grippe aviaire H5N1, la maladie de Newcastle, le mycoplasme, la toxoplasmose, les salmonelles et le virus du Nil occidental.*

**Auteur :** Julien Gasparini - Laboratoire Ecologie et Evolution - Université Pierre et Marie-Curie, Paris VI.

#### Références :

Brugère-Picoux J. (2010). Pigeons des villes. Quel risque pour notre santé ? Découverte 368 :34-43

Gasparini, J., Erin, N., Bertin, C., Jacquin, L., Vorimore, F., Frantz, A., Lenouvel, P., Laroucau, K. Sous presse. Impact of urban environment and host phenotype on the epidemiology of Chlamydiaceae in feral pigeons (*Columba livia*). Environmental Microbiology.

Arrêté du 29 juillet 2013 relatif à la définition des dangers sanitaires de première et deuxième catégorie pour les espèces animales NOR : AGRG1320208A

Zoonoses pigeons	DANGERS SANITAIRES DE PREMIÈRE CATÉGORIE	DANGERS SANITAIRES DE DEUXIÈME CATÉGORIE
Chlamydiaceae		Chlamydophila psittaci. Volailles et oiseaux captifs RÉGION FAISANT L'OBJET d'un programme collectif : France
grippe aviaire	Influenza aviaire faiblement pathogène : Virus de l'influenza aviaire (Orthomyxoviridae, Influenza A.) de sous-type H5, H7 faiblement pathogène Toutes espèces d'oiseaux de la catégorie volailles et oiseaux captifs Influenza aviaire hautement pathogène : Virus de l'influenza aviaire (Orthomyxoviridae, Influenza A) hautement pathogène Toutes espèces d'oiseaux	
maladie de Newcastle	Virus de la maladie de Newcastle (Paramyxoviridae, Avulavirus) Toutes espèces d'oiseaux de la catégorie volailles	
toxoplasmose	<b>NON</b>	<b>NON</b>
mycoplasme	<b>NON</b>	<b>NON</b>
salmonelles	<b>NON</b> seulement les oiseaux des espèces Gallus gallus et Meleagris gallopavo	
virus du Nil occidental	Virus West-Nile (Flaviviridae, Flavivirus) Equidés et oiseaux	

## CONCLUSION SUR LES MOTIFS DE SANTÉ PUBLIQUE

Les pigeons domestiques harets sont donc mis à mort en vertu d'un devoir de salubrité publique générale des pouvoirs publics et parfois dans le cadre réglementaire de la lutte contre les épizooties (les risques de première et deuxième catégories). On peut aussi remarquer que la notion de salubrité générale formalisée avec le règlement sanitaire départemental est proche des dangers sanitaires de troisième catégorie de l'article L201-1 du Code Rural.

### RÈGLEMENTATION DE LA MISE À MORT TEXTES APPLICABLES JUSQU'AU 31/12/2012

Avant d'examiner le fond, deux réponses à des questions parlementaires apportent la solution :

**Question N° : 71885** de M. Schneider André ( Union pour un Mouvement Populaire -Bas-Rhin) - Réponse publiée au JO le : 30/03/2010 page : 3630 – Pigeons, prolifération. Zones urbaines. lutte et prévention (*DOC 6*)

Réponse :

... Il n'existe pas de prescriptions réglementaires spécifiques concernant les opérations de limitation de populations de pigeons en zone urbaine. Toutefois, les articles R. 521-1 ou R. 654-1 du code pénal réprimant respectivement les actes de cruauté, les sévices graves ou les mauvais traitements envers les animaux s'appliquent à toutes les espèces animales. En tout état de cause, les exigences relatives à la protection animale sont toujours rappelées aux sociétés désirant mettre au point ou commercialiser des appareils d'euthanasie des pigeons ainsi qu'aux sociétés pratiquant leur capture et leur euthanasie.

**Question N° : 2719** de Mme Poletti Bérengère ( Union pour un Mouvement Populaire – Ardennes) - Réponse publiée au JO le : 30/10/2007 page : 6708 – Pigeons, méthodes de capture (*DOC 7*)

Réponse :

... Il n'existe pas de prescriptions réglementaires spécifiques concernant les opérations de limitation de population de pigeons en zone urbaine. Toutefois, les articles 521 ou R. 654-1 du code pénal réprimant respectivement les actes de cruauté, les sévices graves ou les mauvais traitements envers les animaux s'appliquent à toutes les espèces animales et permettent donc de sanctionner des pratiques qui pourraient générer des souffrances aux oiseaux capturés.

Les pigeons biset harets étant domestiques c'est l'article L214-3 du code rural qui s'applique.

#### Article L214-3

Il est interdit d'exercer des mauvais traitements envers les animaux domestiques ainsi qu'envers les animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité.

Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les mesures propres à assurer la protection de ces animaux contre les mauvais traitements ou les utilisations abusives et à leur éviter des souffrances lors des manipulations inhérentes aux diverses techniques d'élevage, de parage, de transport et d'abattage des animaux.

Il en est de même pour ce qui concerne les expériences biologiques médicales et scientifiques qui doivent être limitées aux cas de stricte nécessité.

Mais il n'existe aucun décret en Conseil d'État pour les opérations de dé pigeonnage.

Jusqu'au 31/12/2012 la Directive 93/119/CE du Conseil du 22/12/1993 sur la protection des animaux au moment de leur abattage ou leur mise à mort était en vigueur.

#### Article premier Directive 93/119/CE

La présente directive s'applique à l'acheminement, à l'hébergement, à l'immobilisation, à l'étourdissement, à l'abattage et la mise à mort des animaux élevés ou détenus pour la production de viandes, de peaux, de fourrures ou d'autres produits et aux procédures de mise à mort des animaux en cas de lutte contre les épizooties.

Cette directive a été transposée en droit interne par le Décret n°97-903 du 01/10/1997 relatif à la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort.

#### Code Rural

##### Article R214-63

Les dispositions de la présente section sont applicables à l'acheminement, à l'hébergement, à l'immobilisation, à l'étourdissement, à l'abattage et la mise à mort des animaux élevés ou détenus pour la production de viandes, de peaux, de fourrures ou d'autres produits et aux procédures **de mise à mort des animaux en cas de lutte contre les maladies réglementées au sens de l'article D. 221-2.**

Toutefois, elles ne s'appliquent pas :

- 1° Aux expériences techniques ou scientifiques portant sur ces opérations qui sont effectuées sous le contrôle des services vétérinaires ;
- 2° Aux animaux mis à mort lors de manifestations culturelles ou sportives traditionnelles ;
- 3° Au gibier sauvage tué au cours d'une action de chasse.

**Article R 214-65**

Toutes les précautions doivent être prises en vue d'épargner aux animaux toute excitation, douleur ou souffrance évitables pendant les opérations de déchargement, d'acheminement, d'hébergement, d'immobilisation, d'étourdissement, d'abattage ou de mise à mort.

**Article R214-66**

Les procédés utilisés pour l'immobilisation, l'étourdissement et la mise à mort des animaux sont autorisés par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Comme on peut l'observer le Décret n°97-903 du 01/10/1997 relatif à la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort protège les animaux mis à mort en cas de lutte contre les épizooties (voir article D221-2 du Code Rural pour définition). Ce texte ne vise pas les opérations de mise à mort des pigeons domestiques harets effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales.

D'autre par l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs a été publié en application du Décret n°97-903 du 01/10/1997 (article R214-66).

Il existe deux possibilités pour les méthodes utilisées dans les opérations de mise à mort des pigeons domestiques harets effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales. Premièrement elles sont autorisées par l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs, deuxièmement elles ne sont pas mentionnées dans cet arrêté.

Si les méthodes sont conformes à l'arrêté du 12 décembre 1997, l'article L214-3 du code rural est respecté et il n'y a pas maltraitance à animal.

Si les méthodes divergent nous avons deux possibilités : soit elles font plus souffrir l'animal que les méthodes autorisées soit moins ou de la même façon.

**Soit elles font plus souffrir l'animal.**

Car auparavant autorisées elles sont maintenant interdites pour des raisons de bien-être animal. Ou des publications scientifiques convergentes montrent qu'elles font souffrir les animaux.

Là nous sommes en présence de maltraitance à animal.

**Soit elles font moins souffrir l'animal ou de la même façon.**

Des publications scientifiques convergentes le prouvent.

Ici il n'y a pas maltraitance à animal.

**CONCLUSION**

En conséquence les méthodes utilisées dans les opérations de mise à mort des pigeons domestiques harets effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales sont conformes et légales si elles respectent l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs ou dans le cas d'un non respect de cet arrêté si elles font moins souffrir l'animal ou de la même façon, publications scientifiques convergentes à l'appui.

## **RÈGLEMENTATION DE LA MISE À MORT TEXTES APPLICABLES À PARTIR DU 01/01/2013**

À partir du 01/01/2013 le Règlement (CE) N° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort entre en vigueur. Il se substitue aux textes nationaux mais toute règle nationale, applicable à la date d'entrée en vigueur dudit règlement, visant à assurer une plus grande protection des animaux au moment de leur mise à mort reste valable. Donc pour savoir si une méthode respecte la légalité il faudra comparer ce qu'en dit le règlement européen et aussi ce qu'en dit l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs. La méthode assurant la meilleure protection des deux textes étant seule légale en France.

Le champ d'application du règlement a été élargie en matière de santé publique et ne concerne plus seulement les mises à mort d'animaux lors des opérations de lutttes contre les épizooties par les pouvoirs publics. En effet, maintenant, la nouvelle rédaction (par rapport à l'ancienne directive) concerne aussi les opérations de mise à mort des pigeons domestiques harets effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales :

n) «dépeuplement», la mise à mort d'animaux pour des **motifs de santé publique**, de santé animale, de bien-être animal ou des motifs liés à l'environnement, sous le contrôle de l'autorité compétente;

### **CES DEUX TEXTES EN VIGUEUR FONT ÉMERGER PLUSIEURS POSSIBILITÉS**

Pour les opérations de mise à mort des pigeons domestiques harets effectuées à la diligence des communes en application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales :

**Premier cas** - La méthode utilisée figure dans le règlement (CE) N° 1099/2009 mais pas dans l'arrêté du 12 décembre 1997.

C'est légal en raison du champ d'application du règlement.

**Deuxième cas** - La méthode utilisée figure dans le règlement (CE) N° 1099/2009 et dans l'arrêté du 12 décembre 1997. Aucun problème c'est légal.

**Troisième cas** - La méthode utilisée ne figure pas dans le règlement (CE) N° 1099/2009 mais est mentionnée dans l'arrêté du 12 décembre 1997.

Elle est légale si elle permet une plus grande protection des animaux au moment de leur mise à mort que le règlement. Des publications scientifiques convergentes le prouvent.

**Quatrième cas** - La méthode utilisée ne figure pas dans le règlement (CE) N° 1099/2009 mais est mentionnée dans l'arrêté du 12 décembre 1997.

Elle n'est pas légale si elle ne permet pas une plus grande protection des animaux au moment de leur mise à mort que le règlement.

Car auparavant autorisée elle est maintenant interdite pour des raisons de bien-être animal. Ou des publications scientifiques convergentes montrent qu'elle fait souffrir les animaux.

Là nous sommes en présence de maltraitance à animal.

**Cinquième cas** - La méthode utilisée ne figure ni dans le règlement (CE) N° 1099/2009, ni dans l'arrêté du 12 décembre 1997.

C'est illégal en raison du champ d'application du règlement qui assure des normes minimales de bien-être animal en Europe. Là nous sommes en présence de maltraitance à animal.

## **RÈGLEMENT (CE) N° 1099/2009 DU CONSEIL DU 24 SEPTEMBRE 2009 SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX AU MOMENT DE LEUR MISE À MORT -EXTRAITS**

### **Article premier** page 7

Le présent règlement établit des règles applicables à la mise à mort des animaux élevés ou détenus pour la production de denrées alimentaires, de laine, de peau, de fourrure ou d'autres produits ainsi qu'à la mise à mort des animaux à des fins de dépeuplement et aux opérations annexes.

...

3. Le présent règlement ne s'applique pas:

a) lorsque les animaux sont mis à mort:

- i) dans le cadre d'expériences scientifiques effectuées sous le contrôle d'une autorité compétente;
- ii) lors d'activités de chasse ou de pêche récréative;
- iii) lors de manifestations culturelles ou sportives;

b) aux volailles, aux lapins et aux lièvres abattus en dehors d'un abattoir par leur propriétaire pour sa consommation domestique privée.

### **Article 2** page 8

#### Définitions

aux fins du présent règlement, on entend par:

...

n) «dépeuplement», la mise à mort d'animaux pour des motifs de santé publique, de santé animale, de bien-être animal ou des motifs liés à l'environnement, sous le contrôle de l'autorité compétente;

...

p) «immobilisation», l'application à un animal de tout procédé conçu pour entraver ses mouvements et lui épargner toute

douleur, peur ou agitation évitable, en vue de faciliter un étourdissement et une mise à mort efficaces;

...

q) «autorité compétente», l'autorité centrale d'un État membre chargée de garantir le respect des exigences du présent règlement, ou toute autre autorité à laquelle ladite autorité centrale a délégué cette tâche;

### Article 3 page 9

Prescriptions générales applicables à la mise à mort et aux opérations annexes

1. Toute douleur, détresse ou souffrance évitable est épargnée aux animaux lors de la mise à mort et des opérations annexes.

...

2. Aux fins du paragraphe 1, les exploitants doivent, en particulier, prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que les animaux:

...

d) ne présentent pas de signes de douleur ou de peur évitables, ou un comportement anormal;

### Article 4 page 9

Méthodes d'étourdissement

1. Les animaux sont mis à mort uniquement après étourdissement selon les méthodes et les prescriptions spécifiques relatives à leur application exposées à l'annexe I. L'animal est maintenu dans un état d'inconscience et d'insensibilité jusqu'à sa mort.

Les méthodes visées à l'annexe I qui n'entraînent pas la mort instantanée (ci-après dénommées «simple étourdissement») sont suivies aussitôt que possible d'un procédé provoquant infailliblement la mort, comme la saignée, le jonchage, l'électrocution ou l'anoxie prolongée.

## CHAPITRE IV - DÉPEUPELEMENT ET MISE À MORT D'URGENCE

### Article 18 page 14

Dépeuplement

1. L'autorité compétente chargée d'une opération de dépeuplement définit un plan d'action afin de garantir le respect des dispositions du présent règlement avant le commencement de l'opération.

...

2. L'autorité compétente:

a) fait en sorte que lesdites opérations soient réalisées conformément au plan d'action visé au paragraphe 1;

b) prend toutes les mesures appropriées pour préserver le bien-être des animaux dans les meilleures conditions possibles.

### Article 26 page 17

Dispositions nationales plus strictes

1. Le présent règlement n'empêche pas les États membres de maintenir toute règle nationale, applicable à la date d'entrée en vigueur dudit règlement, visant à assurer une plus grande protection des animaux au moment de leur mise à mort.

### Article 30 page 18

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne. Il est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

## ANNEXE I pages 19 à 25

### LISTE DES MÉTHODES D'ÉTOURDISSEMENT ET SPÉCIFICATIONS ANNEXES

(visées à l'article 4)

#### CHAPITRE I

Méthodes

Tableau 1 — Méthodes mécaniques

...

3	Arme à feu à balles	Lésions graves et irréversibles au cerveau provoquées par le choc et la pénétration d'un ou de plusieurs projectiles.	Toutes les espèces. Abattage, dépeuplement et autres situations	Position de tir. Puissance et calibre de la cartouche. Type de projectile	Sans objet.
---	---------------------	---	--	---	-------------

LA MISE À MORT PAR BATTUE, C'EST-À-DIRE DES TIRS PAR ARME À FEU SUR UN ANIMAL NON IMMOBILISÉ ET LIBRE N'EST PAS MENTIONNÉE COMME MÉTHODE AUTORISÉE. LA MÉTHODE 3 MENTIONNÉE « ARMES À FEU À BALLES » VISE DES ANIMAUX IMMOBILISÉS CAR LA MUNITION QUI EST UNE BALLE ET NON À PLOMB DOIT IMPÉRATIVEMENT ATTEINDRE RAPIDEMENT LE CERVEAU DE L'ANIMAL DANS LE BUT DE LUI ÉVITER TOUTE SOUFFRANCE.

D'autre par l'arrêté du 12 décembre 1997 relatif aux procédés d'immobilisation, d'étourdissement et de mise à mort des animaux et aux conditions de protection animale dans les abattoirs mentionne :

**arrêté du 12 décembre 1997**

2. Pistolet ou fusil à balles :

Ces procédés peuvent être employés pour la mise à mort de différentes espèces, et notamment le gros gibier d'élevage. Leur utilisation est limitée à un personnel habilité à cette fin ;

Les instruments doivent être placés de telle sorte que le projectile pénètre dans le cortex cérébral ;

L'utilisation de ce procédé n'est permise que si la saignée est pratiquée aussitôt après.

En conséquence la battue (par armes à feu) ne respecte pas le Règlement (CE) n° 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort car toute douleur, détresse ou souffrance évitable n'a pas été épargnée par cette chasse en ville. Cette battue dirigée contre un animal domestique (comme les chats, chiens, vaches, porcs, etc.) n'est pas un acte de chasse car ne visant pas la mise à mort d'animaux sauvages (gibiers). D'autre part le tir par arme à feu sur un animal domestique non immobilisé et libre, fuyant le chasseur, n'est pas une méthode de mise à mort autorisée et ne respecte pas les normes minimales européennes de protection animale ; considérant qu'un animal domestique chassé en battue, en ville, voyant ses congénères tomber morts ou blessés à l'assaut des chasseurs, fuyant la peur au ventre, n'est pas une méthode légale d'abattre des animaux domestiques en Europe. Pour respecter ce règlement, la commune de Villeréal doit seulement capturer les pigeons domestiques (donc sans battue traditionnelle), puis les mettre à mort avec une des méthodes autorisées.

PAR CES MOTIFS, et tous autres à produire, déduire ou suppléer, au besoin d'office, le plaignant conclut qu'il plaise à Monsieur le Procureur de la République de poursuivre les auteurs ci-dessus mentionnés sous le chef de mauvais traitement à animal domestique.

Fait à Langey, le 28/01/2016

Pascal Cousin, Président de l'association Nos Amis Les Oiseaux – NALO

Production selon bordereau joint

## **BORDEREAU DES PIÈCES JOINTES**

1. Article du journal Sud-Ouest du 25/01/2016 « Dans le Lot-et-Garonne, on chasse les pigeons... même dans les centres-villes »
2. Article du journal Sud-Ouest du 26/01/2016 « Lot-et-Garonne : 3000 cartouches distribuées pour une battue aux pigeons »
3. l'avis de l'INRA « Les pigeons des villes »
4. rapport de la Commission sur l'application de la Directive 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages - actualisation pour la période 1996-1998
5. Le pigeon en ville du Muséum national d'Histoire naturelle : épidémiologie des maladies du pigeon
6. Question N° : 71885 de M. Schneider André ( Union pour un Mouvement Populaire -Bas-Rhin) - Réponse publiée au JO le : 30/03/2010 page : 3630 – Pigeons, prolifération. Zones urbaines. lutte et prévention
7. Question N° : 2719 de Mme Poletti Bérengère ( Union pour un Mouvement Populaire – Ardennes) - Réponse publiée au JO le : 30/10/2007 page : 6708 – Pigeons, méthodes de capture



80 chasseurs ont participé à cette chasse aux pigeons géante. © [j.souffrice@sudouest.fr](mailto:j.souffrice@sudouest.fr)

## Afin d'endiguer la prolifération de pigeons, le maire de Villereal a organisé, lundi matin, une immense battue à laquelle ont participé 80 chasseurs dans une douzaine de communes environnantes

Lundi matin, **80 chasseurs** se sont déployés à travers la bastide de Villereal pour participer à une **immense battue initiée par la municipalité**. Pendant trois heures d'affilée, les habitants de cette commune, habituellement bien tranquille, ont entendu des salves successives et nourries de coups de feu en plein centre-ville.



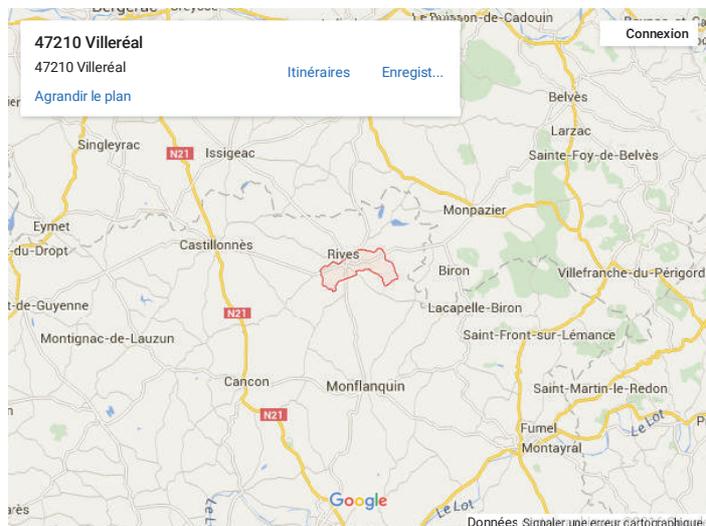
Publicité

Cibles de cet impressionnant déploiement à travers tous les points stratégiques de la cité : les pigeons. Leur **prolifération exponentielle** enregistrée ces derniers mois et les dégâts occasionnés, tant sur les bâtiments publics que sur les maisons des Villerealais, sans parler des champs des agriculteurs, ont incité le maire, Pierre-Henri Arnstam à prendre une **mesure exceptionnelle**.

Ainsi, pour plus d'efficacité, cette chasse aux pigeons a parallèlement été **menée dans les douze communes environnantes**. Une battue pour laquelle la commune de Villereal a fourni la bagatelle de **3 200 cartouches** aux chasseurs.

La rédaction vous conseille

- [Lot-et-Garonne : la présidente qui court après les nuisibles](#)



Sur le même sujet



[Marmande : un nid de frelons asiatiques dans le jardin de la sous-préfecture](#)

# Lot-et-Garonne : 3000 cartouches distribuées pour une battue aux pigeons

Publié le 26/01/2016 . Mis à jour à 08h30 par Jérôme Souffrice

S'ABONNER À PARTIR DE 1€



1 COMMENTAIRE



▲ Scène stupéfiante, hier matin, à Villereal. En pleine rue, les chasseurs visent les volées de pigeons, tandis que s'amoncellent les cartouches sur la chaussée. © PHOTO PIERRE-ANTHONY ÉPINETTE

**ARTICLE ABONNÉS** **Lundi, 80 chasseurs se sont déployés à travers la bastide.**  
**Cible de cette battue hors du commun : les pigeons et leurs nuisances.**

A situation exceptionnelle, il convient d'adopter des mesures hors du commun. C'est la ligne qu'a adoptée et défendue le maire de Villereal, Pierre-Henri Arnstam. Le 27 novembre dernier, il convie en son hôtel de ville les premiers magistrats et les présidents des 12 sociétés de chasse des communes environnantes. À l'ordre du jour de cette réunion de crise : la lutte contre la prolifération des pigeons. « Par le passé, nous avons utilisé le piégeage pour réguler leur population, mais cette méthode fonctionne sur de petites quantités », affirme l'édile.

Or, ces derniers temps, les volatiles fréquentant la célèbre bastide du Haut Agenais et ses environs ont cru et se sont multipliés, au point d'occasionner par leurs fientes de nombreux dégâts sur les bâtiments publics et les habitats des particuliers. « Il y a quelques années, nous avons dû restaurer toute une partie de la toiture de

l'église classée Notre-Dame et j'ai régulièrement des administrés qui viennent se plaindre des dégâts occasionnés par les pigeons », précise Pierre-Henri Arnstam.

Cette fois, le maire entend mettre un terme à ces nuisances en série et frapper fort. Aux grands maux, les grands remèdes. Les sociétés de chasse environnantes sont mobilisées pour une immense battue organisée en même temps, hier matin, à la fois en plein cœur de la bastide du XIII<sup>e</sup> siècle et dans les 12 communes voisines (1).

### **3 200 cartouches distribuées**

Une fois l'autorisation préfectorale pour organiser cette battue exceptionnelle obtenue, la municipalité villeréalaise a mené une vaste campagne d'information auprès de la population et des commerçants de la bastide.

Hier matin, rendez-vous était fixé au stade, où l'affluence de véhicules stationnés sur le parking était digne d'un jour de match de rugby. Témoignant de la mobilisation des chasseurs pour l'événement. Ils se sont vus distribuer la bagatelle de 3 200 cartouches préalablement acquises par la commune pour un montant de 1 600 euros. Les consignes strictes de sécurité ont alors été rappelées. À savoir : port obligatoire d'un gilet ou d'une casquette orange fluo, déploiement en ligne et tirs uniquement à la verticale pour éviter que les retombées de plombs n'occasionnent de dégâts.

Puis, les 80 chasseurs se sont positionnés à travers la bastide. Chacun gagnant un emplacement stratégique bien défini. Pendant trois heures, de 9 heures à 12 heures, l'habituelle quiétude de la bastide du Haut Agenais a laissé place à une cascade de salves de coups de feu nourris en plein centre-ville. Des tirs rythmés par les arrivées successives des volées de pigeons affolés, en quête du moindre refuge. Des coups de feu dont l'intensité fut parfois digne d'un assaut militaire.

À l'instar du maire, des élus, mains gantées et armés de sacs-poubelle, ont entamé la collecte des cadavres des volatiles abattus en plein vol. Tandis que sur la chaussée s'amoncelaient les cartouches de chasse. « C'est vrai que, par moments, il y a eu des coups de feu en série. Mais cela ne nous a pas particulièrement indisposés, ni les clients. Mais on avait tous été bien informés préalablement. En tout cas, moi, cela m'a moins gêné que les travaux de voirie », témoigne une commerçante du centre-ville.

À midi pile, c'est un coup de corne qui met fin à la traque. Avant que les chasseurs ne se retrouvent à la mairie, où un buffet campagnard avait été dressé à leur intention.

« Je suis très heureux que nous ayons pu mener cette opération tous ensemble », s'est félicité Pierre-Henri Arnstam. Avant d'indiquer qu'il envisageait de mener, à l'avenir, d'autres battues similaires. Hier après-midi, des employés communaux ont quadrillé la commune pour y ramasser les cadavres des pigeons qui seront, par la suite, confiés à la société d'équarrissage Atemax, au Passage-d'Agen.

Lors de cette chasse hors du commun, les 3 200 cartouches ont toutes été utilisées. Et même plus. Néanmoins, dans le ciel villeréalais, on pouvait encore voir passer des vols de pigeons.

(1) Les 12 communes voisines de Villeréal sont : Saint-Étienne-de-Villeréal, Dévillac, Mazières, Marès, Saint-Eutrope-de-Born, Saint-Martin-de-Villeréal, Le Rayet, Rives, Bournel, Tourliac, Doudrac et, enfin, Montaut.

Lien : <http://www.sudouest.fr/2016/01/26/le-pigeon-a-d-u-plomb-dans-l-aile-2253938-3603.php>

### Les Pigeons des villes

Le pigeon des villes est un pigeon biset (*Columba livia*) descendant de pigeons domestiques ; des individus ayant repris leur liberté ont colonisé les villes, dont les clochers, les tours, les bâtiments sont des substituts aux rochers qui constituaient leur biotope original. On les dénomme pigeons harets.

Ces oiseaux ont le statut d'animaux domestiques, bien que sans propriétaires, et sont donc régis par la réglementation s'appliquant à cette catégorie.

Leur abondance dépend de deux facteurs :

- les possibilités alimentaires
- les sites de nidification

Leur durée de vie moyenne est de 6 à 7 ans. Ils peuvent se reproduire toute l'année ; en conditions optimales, un couple peut produire 10 nichées de 2 jeunes par an. Les jeunes se reproduisent, au plus tôt, à l'âge de 6 mois. Lorsque le milieu est saturé (tous les sites occupés), la productivité diminue et, s'ils le peuvent, les jeunes se dispersent pour essayer de trouver un site, ou disparaissent.

Ceci signifie que, si l'on élimine une partie des pigeons d'un secteur, sans toucher à la disponibilité alimentaire, on favorise un redémarrage de la productivité, une meilleure survie des jeunes et un comblement rapide des sites libérés. Ce n'est qu'en agissant sur les deux facteurs que l'on pourrait espérer avoir un impact sur le niveau de population.

Mais une action de limitation, quelle qu'elle soit, n'a de chance de succès que si elle se fait à l'échelle d'une région. En effet, limiter sur un secteur restreint équivaut à créer un vide qui sera rapidement comblé par les pigeons en surplus des secteurs périphériques.

Un seul moyen chimique de limitation est actuellement autorisé : ORNISTERIL. Il s'agit d'oestrogènes de synthèse bloquant l'ovulation chez la femelle ; une consommation de grain traité retardera l'ovulation de 8 à 10 jours, mais la ponte aura lieu. Seule une alimentation continue en grain traité empêchera la reproduction d'une fraction importante de



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 25.03.2002  
COM(2002) 146 final

**RAPPORT DE LA COMMISSION**

**SUR L'APPLICATION DE LA DIRECTIVE 79/409/CEE CONCERNANT LA  
CONSERVATION DES OISEAUX SAUVAGES**

**ACTUALISATION POUR LA PERIODE 1996-1998**

**à partir des informations fournies par les Etats Membres sur l'application des  
dispositions nationales prises en vertu de la Directive**

## 2. LE STATUT DE CONSERVATION DES ESPECES (ARTICLES 1 ET 2)

### 2.1 Objectifs de ces articles

- L'article 1 définit l'objet auquel la Directive s'applique. La Directive porte sur les espèces, c'est-à-dire sur toutes leurs populations et individus, quelle qu'en soit la provenance. Sont exclues les populations de formes domestiques bien reconnaissables, même retournées à l'état sauvage (ainsi les populations libres de pigeon de ville), comme le sont les espèces dont la présence dans la Communauté ne résulte que de l'établissement de populations délibérément ou accidentellement introduites ou de l'observation éventuelle d'individus manifestement échappés de captivité. Sont également exclus les spécimens vivant en captivité. La liste des espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des États membres est construite naturellement par l'addition des listes acceptées par les commissions avifaunistiques des États membres ou à défaut par les auteurs de listes avifaunistiques.
- L'article 2 de la Directive établit un objectif de protection de toutes les espèces d'oiseaux couvertes par la Directive et lie cet objectif à la fois aux besoins écologiques des espèces et aux exigences scientifiques, culturelles, récréatives et économiques du public. Il prévoit explicitement une politique de conservation d'une part, de gestion et, en cas de besoin, de restauration ou de limitation d'autre part.

### 2.2 Liste des oiseaux de l'Union européenne

Une liste des oiseaux de l'Union européenne actualisée avec les rapports des Commissions Nationales d'Avifaune publiés jusqu'à fin 1999 est présentée à l'adresse internet suivante : [http://www.europa.eu.int/comm/environment/nature/directive/birdspage1\\_fr.htm](http://www.europa.eu.int/comm/environment/nature/directive/birdspage1_fr.htm)

Cette liste suit la séquence, la systématique et la nomenclature adoptées par Voous (1973, 1977) avec quelques amendements apportés au cours d'une réunion d'experts qui s'est tenue le 24 mars 1988. Certaines formes bien différenciées et parfois considérées comme espèces sont indiquées ici. Elles sont mentionnées (inc.) à la suite des espèces auxquelles elles sont actuellement rattachées, sans toutefois prendre position sur leur position taxonomique. Afin de faciliter la comparaison avec les résultats de Sibley et Monroe qui sert de liste de référence notamment dans le cadre des accords CITES, les synonymes sont indiqués et une liste qui suit la séquence de Sibley et Monroe est proposée de façon alternative.

Pour qu'une espèce soit reprise dans la liste de l'Union européenne elle doit avoir été observée à l'état sauvage dans au moins un des États membres et acceptée par une des Commissions Nationales d'Avifaune et publiées dans leurs rapports annuels, sont exclues les espèces dont l'origine est considérée comme douteuse par ces Commissions.

### 2.3 Tendances et statut des populations d'oiseaux

Une révision du statut des espèces d'oiseaux européens a été publiée par BirdLife International en 1994. Il s'agit, à l'heure actuelle, de la meilleure information scientifique disponible au niveau européen, ce qui a été reconnu par le Comité ORNIS d'accompagnement de la Directive. Cette somme, résultat de quatre années de collectes de données et d'analyse, a permis pour la première fois de documenter à l'échelle de notre continent et pour toute son avifaune l'étendue et l'importance du déclin des oiseaux.



# Le Pigeon en ville

Ecologie de la réconciliation et Gestion de la nature

Accueil du site > RECHERCHES > Epidémiologie, parasitologie

Accueil

LE PIGEON  
BISET

RECHERCHES

SUIVIS des  
PIGEONS  
BAGUÉS

Archives

## EPIDÉMIOLOGIE, PARASITOLOGIE

Le pigeon urbain est, comme l'ensemble des organismes vivants, sujet à diverses maladies internes impliquant des bactéries, virus, mycoses et vers intestinaux. Ces parasites créent une pression de sélection face à laquelle l'espèce-hôte développe des réponses spécifiques, qui suscite une réponse et une spécialisation croissante des parasites.

De nombreux ectoparasites peuplent également son plumage : Il s'agit d'espèces spécifiques de poux ou d'acariens facultifer rostratus - qui attaquent les rémiges. La mouche hippoboscide (*pseudolynchia canareiensis*) véhicule en outre la malaria aviaire, qui peut causer une mortalité importante en infectant les globules rouges des oiseaux. Deux tiers des pigeons sont infectés par le virus de la malaria, les écarts de densité d'infection étant très importants. Les individus foncés sont moins infectés.

### Pourquoi étudier l'épidémiologie des maladies du pigeon ?

D'abord parce que le pigeon est un modèle idéal pour étudier la dispersion et la propagation des maladies chez un animal exploitant le milieu urbain... Mais aussi pour évaluer les potentiels risques de transmissions de maladies à l'homme (ce que l'on appelle des zoonoses).

Les principaux pathogènes internes du pigeon urbain. (Les zoonoses sont indiquées en italique).

Bactéries	Virus	Champignons	Autres
<i>Chlamydiaceae</i>			<i>Toxoplasmose</i>
<i>Salmonelles</i>	<i>Maladie de Newcastle</i>	Aspergillose	Ascaris
Choléra aviaire	<i>Virus du Nil occidental</i>	Candidose	Coccidies
<i>Mycoplasme</i>			Malaria aviaire

### Les principales zoonoses

Les pigeons urbains, en vivant à proximité à la fois des citadins et d'autres espèces d'oiseaux sauvages, sont potentiellement source de dispersion et réservoir de différentes zoonoses. Les principales zoonoses potentielles du pigeon sont les *Chlamydiaceae* (ornithose), la grippe aviaire H5N1, la maladie de Newcastle, le mycoplasme, la toxoplasmose, les salmonelles et le virus du Nil occidental.

« Les pigeons franciliens ne sont pas un risque de contamination de la grippe aviaire pour les citadins. »

Depuis 2006, la plus médiatique est la grippe aviaire H5N1. Or les études scientifiques sont unanimes : les pigeons sont très peu sensibles à cette souche mortelle pour l'homme. En Ile-de-France, sur 250 échantillons analysés en 2009, aucun individu n'était séropositif, aucun n'avait donc jamais été exposé à ce virus. Les pigeons franciliens ne sont donc pas un risque de contamination de la grippe aviaire pour les citoyens.

## L'Ornithose

En revanche, les Chlamydiaceae responsables de l'ornithose sont très présents chez les pigeons franciliens. Une récente étude menée sur plus de 700 pigeons montre que 29 % des pigeons étaient séropositifs et que 18 % excrétaient ce pathogène dans leurs fèces.

Cette maladie bactérienne provoque des symptômes grippaux chez l'homme et peut, dans de rares cas, être fatale. Elle peut cependant être soignée par antibiotique. Mais les souches identifiées en Ile-de-France sont des souches peu virulentes. Un suivi régulier de ces pathogènes, notamment auprès des établissements hospitaliers en cas de syndromes respiratoires atypiques, permettrait d'anticiper l'apparition de nouvelles souches potentiellement virulentes chez l'homme et qui ont récemment été identifiées sur quelques pigeons. La mise en place d'une veille serait nécessaire sur ce point.

▣ Pour en savoir plus :

### Thèmes de Recherche

Axe 1: Le Pigeon dans la ville :

Polymorphisme de couleurs

Dynamique et survie du Pigeon



# Le Pigeon en ville

Ecologie de la réconciliation et Gestion de la nature

Accueil du site > RECHERCHES > [Partenaires scientifiques et associatifs](#)

[Accueil](#)

[LE PIGEON  
BISET](#)

[RECHERCHES](#)

[SUIVIS des  
PIGEONS  
BAGUÉS](#)

[Archives](#)

Responsable du programme : Anne-Caroline Prévot-Julliard ([contacter](#))

**Ce programme est mis en œuvre par les structures partenaires suivantes :**

- ▶ [Laboratoire Conservation des Espèces, Restauration et Suivi des Populations \(UMR 7204\) MNHN](#) : Anne-Caroline Prévot-Julliard, Zina Skandrani, Lise Dauphin
- ▶ [Laboratoire Ecologie, Systématique et Evolution \(UMR 8079\) CNRS - Université Paris-Sud \(Paris 11\)](#) : Emmanuelle Baudry
- ▶ [Laboratoire Eco-Anthropologie et Ethnobiologie \(UMR 7206\) CNRS - MNHN - Université Paris Diderot \(Paris 7\)](#) : Bernadette Lizet, Jacqueline Milliet
- ▶ [Laboratoire Ecologie et Evolution \(UMR 7625\) CNRS - Université Pierre et Marie Curie \(Paris 6\)](#) : Julien Gasparini, Adrien Frantz
- ▶ [Laboratoire d'Éthologie et de Cognition Comparées \(LECC\) Université Paris ouest Nanterre \(Paris 10\)](#) : Gérard Leboucher, Dalila Bovet
- ▶ [Laboratoire d'Archéozoologie et d'Archéobotanique \(UMR 7209\) CNRS -MNHN](#) : Sébastien Lepetz
- ▶ [Institut des Sciences Humaines et Sociales, Université de Liège](#) : Véronique Servais
- ▶ [Ligue pour la Protection des Oiseaux, antenne Ile de France](#) : Julien Foussard
- ▶ [Association Espaces](#) : Yann Fradin
- ▶ [Société Nationale de Colombiculture](#) : Anthime Leroy
- ▶ [Natural movement](#) Joanne Clavel

| [Se connecter](#) |



**13<sup>ème</sup> législature**

<b>Question N° :</b> <b>71885</b>	<b>de M. Schneider André ( Union pour un Mouvement Populaire - Bas-Rhin )</b>	<b>Question écrite</b>
--------------------------------------	---	----------------------------

<b>Ministère interrogé &gt;</b> Alimentation, agriculture et pêche	<b>Ministère attributaire &gt;</b> Alimentation, agriculture et pêche
--	---

<b>Rubrique &gt;</b> animaux	<b>Tête d'analyse &gt;</b> pigeons	<b>Analyse &gt;</b> prolifération. zones urbaines. lutte et prévention
------------------------------	------------------------------------	--

Question publiée au JO le : **23/02/2010** page : **1838**  
 Réponse publiée au JO le : **30/03/2010** page : **3630**

**Texte de la question**

M. André Schneider attire l'attention de M. le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche sur l'amélioration des conditions de vie dans les villes où les pigeons se développent de plus en plus pour atteindre un nombre susceptible de créer un risque sanitaire. Il lui demande si le protocole d'intervention qui date de 1999 a été adapté à l'évolution pour réduire la population des pigeons (campagne d'effarouchement, capture...) tout en préservant le respect de l'absence de mauvais traitements à animaux.

**Texte de la réponse**

En application du règlement sanitaire départemental (RDS) et du code général des collectivités territoriales, les maires peuvent être amenés à adopter des mesures de contrôle de certaines populations animales pour prévenir les risques liés à certaines maladies transmissibles à l'homme et pour limiter les nuisances parfois occasionnées. Il n'existe pas de prescriptions réglementaires spécifiques concernant les opérations de limitation de populations de pigeons en zone urbaine. Toutefois, les articles R. 521-1 ou R. 654-1 du code pénal réprimant respectivement les actes de cruauté, les sévices graves ou les mauvais traitements envers les animaux s'appliquent à toutes les espèces animales. En tout état de cause, les exigences relatives à la protection animale sont toujours rappelées aux sociétés désirant mettre au point ou commercialiser des appareils d'euthanasie des pigeons ainsi qu'aux sociétés pratiquant leur capture et leur euthanasie. La prolifération de pigeons constituant un problème complexe, il appartient aux responsables concernés de mettre à profit l'ensemble des mesures disponibles conciliant à la fois le souhait de limitation des populations et les impératifs liés à la protection animale. À titre d'exemple, l'installation de pigeonniers dits contraceptifs en ville pourrait à première vue participer aux solutions visant à stabiliser les populations de pigeons. Cependant, une étude émanant de l'institut scientifique et technique de l'animal en ville (ISTAV) en a analysé l'efficacité en concluant que cette solution, si elle générerait certes une bonne maîtrise de la population de pigeons du pigeonnier, ne modifiait pas obligatoirement le biotope environnant et n'avait donc pas toujours une influence satisfaisante sur la population de pigeons extérieure au pigeonnier. En effet, lors de l'implantation d'un pigeonnier, des pigeons s'y installent, des nids extérieurs sont libérés, dans lesquels s'installent de nouveaux pigeons. Il ressort des débats d'experts que la meilleure politique de gestion de ces populations passe par le maintien de la stabilité des effectifs. Cette démarche sera d'autant plus efficace qu'elle aura recours à des méthodes basées sur l'éthologie de l'animal, notamment lors de sa reproduction mais également qu'elle prendra en compte la gestion de son environnement. Il est nécessaire que la recherche scientifique apporte son appui en la matière et que les urbanistes prennent ces éléments en considération. Les services concernés du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche préparent actuellement un projet de décret portant interdiction du recours à certaines méthodes de régulation des populations commensales, telles que le caisson à extracteur d'air pour la destruction des pigeons, en application de la mesure n° 13 du plan d'actions des rencontres « animal et société ».



**13<sup>ème</sup> législature**

<b>Question N° :</b> <b>2719</b>	<b>de Mme Poletti Bérengère ( Union pour un Mouvement Populaire - Ardennes )</b>	<b>Question écrite</b>
-------------------------------------	--	----------------------------

<b>Ministère interrogé &gt; Écologie, développement et aménagement durables</b>	<b>Ministère attributaire &gt; Agriculture et pêche</b>
---	---

<b>Rubrique &gt; animaux</b>	<b>Tête d'analyse &gt; pigeons</b>	<b>Analyse &gt; méthodes de capture</b>
------------------------------	------------------------------------	---

Question publiée au JO le : **14/08/2007** page : **5200**  
 Réponse publiée au JO le : **30/10/2007** page : **6708**  
 Date de changement d'attribution : **02/10/2007**

**Texte de la question**

Mme Bérengère Poletti attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, sur les méthodes utilisées pour capturer les pigeons de ville. La prolifération des pigeons en milieu urbain crée des nuisances notamment aux bâtiments. C'est pourquoi les communes essaient d'enrayer cette multiplication des pigeons dits de ville en les capturant, parfois avec des méthodes cruelles telles que l'utilisation de caissons à vide d'air dans lesquels les oiseaux agonisent dans des souffrances atroces. Il est certes souvent nécessaire d'empêcher dans les villes la multiplication des pigeons. Toutefois, cela devrait pouvoir se faire avec l'utilisation de méthodes douces comme les graines contraceptives ou l'installation de pigeonniers... Aussi, elle lui demande s'il entend prendre des mesures visant à obliger les maires à utiliser des méthodes dites douces pour capturer les pigeons de ville.  
 - Question transmise à M. le ministre de l'agriculture et de la pêche.

**Texte de la réponse**

En application du règlement sanitaire départemental et du code général des collectivités territoriales, les pouvoirs publics peuvent être amenés à adopter des mesures de contrôle des populations de pigeons des villes pour prévenir les risques liés à certaines maladies transmissibles à l'homme et pour limiter les nuisances occasionnées par ces oiseaux. Il n'existe pas de prescriptions réglementaires spécifiques concernant les opérations de limitation de population de pigeons en zone urbaine. Toutefois, les articles 521 ou R. 654-1 du code pénal réprimant respectivement les actes de cruauté, les sévices graves ou les mauvais traitements envers les animaux s'appliquent à toutes les espèces animales et permettent donc de sanctionner des pratiques qui pourraient générer des souffrances aux oiseaux capturés. En tout état de cause, les exigences relatives à la protection animale sont toujours rappelées aux sociétés désirant mettre au point ou commercialiser des appareils d'euthanasie des pigeons ainsi qu'aux sociétés pratiquant leur capture. Une réflexion est en cours actuellement afin de restreindre, de façon réglementaire, les procédés utilisés pour l'euthanasie des pigeons, en adéquation avec les impératifs de la protection animale. La législation, dans le cadre des pouvoirs de police qui sont dévolus aux maires et préfets sous l'autorité du Premier ministre (article 37, alinéa 2), permettant de proposer des dispositions par décret simple, dans la mesure où celui-ci ne présente pas de sanctions, le ministère de l'agriculture et de la pêche souhaite présenter un projet de décret simple qui permettra de fixer, par arrêté, la liste des procédés autorisés pour la limitation des populations de pigeons des villes. Cette démarche permettra un encadrement plus rigoureux techniquement des actions d'euthanasie des pigeons qui sont parfois dénoncées par les associations de protection animale. L'installation de pigeonniers en ville participe aux solutions visant à stabiliser les populations de pigeons et limiter l'arrivée de nouvelles colonies. Cela a déjà été mis en place dans l'agglomération parisienne. La mairie de Paris a émis le voeu d'en faire installer un dans chaque arrondissement de la capitale. Toutefois, cela ne constitue pas une alternative entièrement satisfaisante. La prolifération de pigeons constituant un problème complexe, il appartient ainsi aux responsables concernés de mettre à profit l'ensemble des mesures disponibles conciliant à la fois les nécessités de limitation des populations et les impératifs de la protection animale.